



Avis à manifestation d'intérêt
Sélection d'un consultant individuel
Chargé.e de Communication GCCA+ Afrique de l'Ouest

Référence : ARAA/GCCA+AO/2019/PI/22
Date de publication : 22 AOUT 2019
Date limite de Dépôt : 20 SEPT 2019
Nombre d'année d'expérience : Cinq (05) Années d'expériences



I- Contexte

1.1 Contexte et résultats attendus

L'Alliance Mondiale pour le Changement Climatique Plus (AMCC+ ou GCCA+)

L'Alliance Mondiale pour le Changement Climatique Plus (AMCC+ ou GCCA+), est la deuxième phase d'une initiative du même nom lancée par la Commission européenne (CE) en 2007 en vue de renforcer le dialogue et la coopération dans le domaine de la lutte contre le changement climatique entre l'Union européenne (UE) et les pays en développement les plus vulnérables.

Cette deuxième phase vise notamment à prendre en compte l'évolution des enjeux de développement et ainsi à contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable définis par les Nations Unies, et à la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

L'initiative GCCA+ continue de soutenir les pays à travers deux piliers qui se renforcent mutuellement : le dialogue politique et technique et le soutien à la mise en place de politiques nationales et régionales d'adaptation et d'atténuation au changement climatique, avec une insistance plus forte sur la gestion des connaissances sur le climat et leur communication.

Les priorités pour le GCCA+ sont les suivantes :

- 1- Renforcer les capacités scientifiques et techniques de la sous-région pour réduire la vulnérabilité au changement climatique ;

- 2- *Promouvoir l'intégration des aspects du changement climatique dans les politiques, stratégies, programmes et projets de développement aux niveaux sous régional et national ;*
- 3- *Soutenir le développement et la mise en œuvre de programmes et de projets sous régionaux et nationaux sur l'adaptation au changement climatique.*

L'initiative GCCA+ se décline en i) un volet « Global » composé de programmes déclinés par pays sous la supervision des Délégations locales de l'UE, et ii) un volet « Intra ACP » sous coordination du Secrétariat ACP à Bruxelles. Ce dernier volet est lui-même divisé en volets sous régionaux et Expertise France a été désignée pour gérer la délégation de fonds pour l'Afrique de l'Ouest.

Le volet régional Afrique de l'Ouest

Le projet GCCA+ Afrique de l'Ouest mis en œuvre par Expertise France pour un budget de **12.1 M€** sur **5 ans** bénéficie de deux ancrages régionaux : le portage politique du projet par la **CEDEAO**, et un ancrage technique au niveau du **CILSS**, qui met par ailleurs en œuvre une partie des activités.

Le GCCA+ Afrique de l'Ouest a officiellement démarré le **1 janvier 2018** en entamant une phase de préfiguration et son PTBA (Programme de travail et de budget annuel) 2019 est validé et en cours de mise en œuvre.

Les 6 grands résultats du projet sont les suivants :

RA1 : La CEDEAO et ses organismes spécialisés développent des capacités opérationnelles et institutionnelles répondant aux besoins des pays membres (+ Tchad et Mauritanie) dans les domaines de concentration de l'AMCC+, dans les négociations sur le climat et dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat.

Activités indicatives :

- Renforcer les capacités des institutions régionales sur le climat, et notamment sur l'Accord de Paris,
- Renforcer les capacités des pays et des institutions régionales sur les négociations internationales sur le climat.

RA2. Les stratégies et priorités régionales (CEDEAO) et nationales (pays membres +2) en matière de changement climatique pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat dans les pays membres sont renforcées et leur mise en œuvre est soutenue.

Activités indicatives :

- Appuyer les capacités de consolidation et de suivi de la mise en œuvre de l'Accord de Paris au niveau régional,
- Appuyer la mise en œuvre des contributions nationales.

RA3. Des projets-pilotes d'adaptation, incluant les solutions basées sur une approche écosystémique, déjà testés et mis en œuvre dans les pays de la CEDEAO, servant de référence, sont démultipliés.

Activités indicatives : Ce résultat sera réalisé principalement via le lancement d'appels à projets.

RA4. Des outils d'aide à la décision et des connaissances sur les bonnes pratiques en matière d'adaptation au changement climatique sont diffusés aux niveaux politique et de la société civile.

Activités indicatives :

- Poursuivre l'analyse du climat, ses impacts, la vulnérabilité des systèmes agropastoraux et la production de l'information hydro climatique,
- Capitaliser et partager les bonnes pratiques et technologies innovantes d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques en Afrique de l'Ouest.

RA5. Les capacités des instituts techniques, universités et centres régionaux, à fournir des services de formation, recherche et accompagnement de l'innovation dans les secteurs liés à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique sont renforcés.

Activités indicatives :

- Mettre en place des formations diplômantes dans le domaine des changements climatiques,
- Développer une dynamique de e-learning sur ces sujets dans la région.

RA6. Dans la perspective de futurs soutiens par la finance et les investissements climatiques, des démarches innovantes associant le public et le privé en faveur de la résilience climatique et économique sont préparées et testées.

Activités indicatives :

- Faciliter l'accès aux financements pour les porteurs de projets par le renforcement des capacités d'ingénierie de projet et de connaissances sur l'instruction aux différents fonds.

1.2 Structure de mise en œuvre

La coordination du projet est basée à Lomé (Togo) au sein de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA), et elle a la responsabilité de :

- piloter la mise en œuvre des orientations stratégiques qui seront définies par le comité de pilotage;
- mettre en œuvre une partie des activités et notamment coordonner les processus d'appel à projets;
- consolider toutes les informations concernant la mise en œuvre des activités et assurer le reporting technique et financier;
- faire le suivi contractuel de la subvention accordée au CILSS et l'ARAA;
- promouvoir et harmoniser les bonnes pratiques et procédures au sein du projet ;
- piloter le suivi-évaluation et la capitalisation à l'échelle du projet ;
- piloter la communication pour la visibilité du projet et pour la stratégie globale climat de la CEDEAO.

Elle est composée de :

- Une coordinatrice,
- Une assistante technique,
- Un responsable suivi-évaluation/ capitalisation,
- Un assistant technique finance climat (basé à Abuja),
- Une responsable administrative et financière,
- Un.e chargé.e de projets pilotes,
- Un.e chargé.e de communication,
- Un.e assistant.e administratif.

Une partie des activités sera mise en œuvre directement par le CILSS, les résultats de ces activités devront faire l'objet d'une consolidation par l'UCP pour reporter globalement sur la mise en œuvre du projet.

L'UCP travaille étroitement avec l'ARAA, le CILSS, la Commission de la CEDEAO et le siège d'EF.

II- Objectifs de la mission

Sous la responsabilité et supervision de la coordinatrice du projet basée à Lomé, le/la chargée de communication sera en charge de la mise en œuvre de la stratégie de communication du projet, reposant sur 3 axes :

- La visibilité sur les activités et résultats du projet ;
- l'accompagnement pour le développement d'une communication stratégique de la CEDEAO sur son action climatique ;

- la mise en œuvre d'un système de gestion et de diffusion des connaissances (interne et externe).

III- Description des tâches

Communication interne

- Assurer la production, la gestion et la bonne circulation de l'information à l'intérieur et à l'extérieur de la région ouest-africaine (15 pays + Tchad + Mauritanie) dans le cadre du projet GCCA+AO, de façon à atteindre les résultats du projet, notamment en matière de structuration d'une stratégie régionale climat ;
- Faciliter la communication avec tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet (CEDEAO, CILSS, Expertise France, institutions chargées de l'action climatique dans les pays, des projets et programmes, des médias publics et privés, des ONG, des Organisations paysannes, des bénéficiaires) ;
- Produire (ou réviser) les supports de communication destinés aux bénéficiaires, et aux partenaires, et garantir la conformité avec la charte graphique et les lignes directrices définies par le projet ;
- Coordonner les visites et les missions d'information du projet, etc. ;
- Contribuer à la structuration d'une veille d'informations pertinentes pour le projet ;

Communication externe et plaidoyer

- Participer aux réflexions stratégiques de la CEDEAO en matière de structuration d'un plan de communication environnement et climat (outils, canaux, techniques) ;
- Consolider une base de contacts en vue de la diffusion des contenus produits par le projet ;
- Concevoir et solliciter les contenus pour la publication trimestrielle d'un journal du projet et en assurer sa diffusion large ;
- Définir une stratégie de communication dédiée aux projets-pilotes subventionnés dans le cadre du programme et assurer sa mise en œuvre ;
- Animer le site web du projet en collaboration avec les Responsables communication et informatique de l'ARAA ;
- Créer une relation de confiance avec les représentants des médias et assurer la visibilité médiatique du projet, ceci incluant notamment les actions de communication lors de l'organisation ou la participation à des événements internationaux (conférences de presse, communiqués de presse, réseaux sociaux...), l'organisation de reportages et/ ou de débats télévisés et radiophoniques dans les domaines d'intervention du projet, etc.

Gestion des connaissances

- Mettre en place un système permettant de documenter les leçons apprises et les bonnes pratiques pendant la vie du projet.
- Contribuer à la réflexion sur les besoins d'évolution des outils de diffusion des connaissances.

IV- Relation de travail interne et externe

Le/la chargé.e de communication du projet sera sous la supervision hiérarchique de la coordinatrice et travaillera en étroite collaboration avec les autres responsables thématiques. Il/Elle sera notamment amené.e à travailler en étroite collaboration avec le/la chargé.e de projets pilotes et le responsable suivi-évaluation sur les volets de capitalisation du projet dans son ensemble.

Il/elle devra également se coordonner avec les services de communication de la CEDEAO, de l'ARAA, d'Expertise France et du CILSS/CRA, ainsi qu'avec les points focaux communication de l'Union Européenne et du secrétariat ACP. Des entretiens semestriels seront organisés avec la coordinatrice.

V- Connaissances, compétences et aptitudes

- ✓ Etre titulaire d'une maîtrise en communication, ou de sociologie, ou développement rural avec connaissance avancée du domaine de l'action climatique ;
- ✓ Avoir au moins 05 années d'expérience en communication et documentation ;
- ✓ Justifier d'une expérience en développement d'outils de communication pour le renforcement de la visibilité d'un projet, d'une stratégie ou d'une organisation ;
- ✓ Maitriser les techniques d'animation et de communication participative et les techniques de collecte de données qualitatives ;
- ✓ Justifier d'une expérience de travail avec les projets et ONG en milieu rural ; l'expérience avec une organisation supranationale est un atout ;
- ✓ Avoir l'expérience de la gestion des relations avec les décideurs politiques ;
- ✓ Etre capable de rédiger des rapports d'activités clairs et précis, capitalisant les expériences et leçons apprises en vue d'une éventuelle réplique ;
- ✓ Maitriser l'outil informatique, précisément : Word, power point, Publisher, Photoshop, Indesign ;
- ✓ Expérience dans l'animation des réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn) ;
- ✓ Maitriser l'utilisation des caméras numériques pour photos et vidéos ;
- ✓ Avoir les aptitudes physiques pour le travail de terrain, avec des séjours prolongés sur le terrain ;
- ✓ Avoir une très bonne maîtrise du français et de l'anglais, le portugais étant un atout.

VI- Lieu, Durée et début de la mission

Le consultant sera basé à Lomé au Togo, au siège de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation. La durée de la mission est d'un an (01) an avec possibilité d'une extension selon la performance du consultant. La mission démarrera dans les deux semaines au plus tard suivant la signature du contrat de prestation de service intellectuel.

VII- Dossier de candidatures

Le dossier de candidature est constitué :

- Une lettre de manifestation d'intérêt, incluant le délai de disponibilité ;
- Un curriculum vitae récent détaillant l'expérience professionnelle et les missions similaires ;
- Trois références professionnelles (Noms et prénoms, fonctions actuelles, fonctions au moment de la collaboration avec le Consultant, email et contacts téléphoniques)
- Copie certifiée du diplôme le plus élevé ;
- Copie des attestations de travail ou de service rendus, énumérées dans le curriculum vitae.

VIII- Dépôt des candidatures

Les candidatures sont reçues au plus tard le 20 SEPT 2019 À 12 h 00 mn GMT, par dépôts en mains propres ou par courrier électronique aux adresses suivantes :

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA)

83, Rue de la Pâturage, Lomé, Togo (sous pli fermé portant la mention : Candidature Chargé.e de Communication GCCA+ Afrique de l'Ouest).

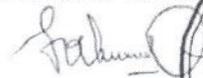
procurement@araa.org :

En objet : « Candidature Chargé.e de Communication GCCA+ Afrique de l'Ouest »

IX- Méthode de sélection

Le consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection basée sur la qualification telle que définit dans le Code des marchés publics de la CEDEAO. Une séance d'interview pourra être organisée avec une short liste de consultants présélectionnés.

Le Directeur Exécutif



SALIFOU Ousseni

